

prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !

Unité Rouge

organe central de l'Union des Communistes (marxistes-léninistes) de Belgique

**PROCES DES DOCKS :
ACQUITTEMENT POUR TOUS LES
INCULPES !
A BAS LA JUSTICE BOURGEOISE !**



procès des docks

Mardi 22 octobre aura lieu à Anvers la deuxième audience du procès politique le plus important de ces dernières années. 12 militants de l'organisation marxiste-léniniste AMADA, un militant de l'Union des Communistes (marxistes-léninistes) de Belgique, 4 autres militants politiques et deux dockers seront jugés pour des

faits relatifs à la grève des dockers de l'an passé, à Gand et à Anvers. Les 19 inculpés sont accusés d'avoir démolé une voiture de la BSR (gendarmerie en civil), d'avoir battu deux gendarmes, d'avoir appelé à la violence et de s'être rebellés contre la police : ils risquent la prison et 400.000 F d'amende.

Le procès des dockers est un procès politique dont le but est :

- jeter de la boue sur les magnifiques actions de masse des grévistes
- frapper le mouvement marxiste-léniniste



Les dockers en grève exigent 100 F d'augmentation et un 13e mois. Ils défendent le droit de grève.

Lorsque les militants d'AMADA ont été mis en détention préventive, pendant la grève des dockers, le procureur leur a déclaré : "Ce n'est ni une attaque contre le droit de grève, ni une attaque contre le droit de manifester, il s'agit seulement de la démolition de la voiture et des blessures aux gendarmes".

La vérité sur le procès, la voici : pour la bourgeoisie, les 8 semaines de grève des dockers, en avril et mai 73, et l'influence que les marxistes-léninistes d'AMADA y ont acquise rapidement, tout cela a été un signal d'alarme. La bourgeoisie

a essayé de frapper un grand coup dans le camp du prolétariat en organisant ce procès contre la grève et surtout contre les marxistes-léninistes, pour faire "un exemple". Elle espère discréditer les communistes (marxistes-léninistes) en les présentant aux ouvriers qui ne les connaissent pas encore comme une bande de casseurs et de voyous. Elle espère aussi intimider et freiner le mouvement marxiste-léniniste en emprisonnant des membres, et ruiner financièrement l'organisation par de lourdes amendes.

La bourgeoisie a peur du rôle dirigeant des marxistes-léninistes : c'est pour cela qu'elle a organisé ce procès scandaleux !

Le dossier des inculpés donne lui-même la clé du procès : il suffit de regarder d'un peu plus près les documents pour y voir écrit en toutes lettres la peur de la bourgeoisie. (Chaque document s'appelle une pièce et porte un numéro.)

Pièce 107 : le document raconte toute l'activité d'un militant d'AMADA, Luc Vervaet, depuis le début de la grève des dockers jusqu'à son arrestation. Il raconte comment le camarade prend la parole aux docks chaque jour, lançant des mots d'ordre d'action que suivent les ouvriers ou bien comment il marche en tête des manifestations et entraîne les ouvriers à briser les cordons de police. Le tout est noté et observé sur place par un agent de la BSR spécialement chargé de surveiller le militant.

Durant la grève, la police bouclait le port pour y interdire les rassemblements et les piquets, elle défendait les abords des locaux syndicaux, elle dispersait brutalement les manifestations non autorisées. La ville était noire de policiers. Les membres du comité de grève et les militants d'AMADA étaient la cible des rafles et des arrestations et de la surveillance des espions de la BSR.

Face aux matraques et aux autopompes de la bourgeoisie, les marxistes-léninistes d'AMADA encourageaient la riposte violente des masses, pour reprendre de force le droit de grève et de manifester, et pour préparer les masses à leurs tâches révolutionnaires.

Dans ces affrontements violents avec les hommes armés de la bourgeoisie, les masses prennent conscience de

leur propre force, elles apprennent à réfléchir et à agir en tant que classe et s'imprègnent de la conviction que l'intérêt de leur classe est diamétralement opposé à celui de la classe capitaliste.

Parmi l'avant-garde, la nécessité de la révolution armée, pour briser définitivement le pouvoir ennemi, cette idée prend racine et l'arme d'un point de vue révolutionnaire. C'est cela que la bourgeoisie redoute, et c'est cela qu'elle veut empêcher en inculquant les militants d'AMADA.

Détention provisoire : deux militants d'AMADA ont été tenus en détention provisoire pendant la grève des dockers. D'après la loi bourgeoise, la Justice ne peut garder une personne en détention provisoire que dans des cas exceptionnels, si elle a de sérieuses raisons de soupçonner cette personne d'avoir commis un méfait. Voici les raisons données pour les deux militants d'AMADA : "Ils étaient dans une disposition d'esprit extrêmement dangereuse, et le calme n'était pas encore revenu dans les docks". Le but réel de cette détention provisoire est donc d'écarter les militants communistes de la lutte de masse le plus longtemps possible.

Enfin, un militant de l'UC(ML)B, connu pour ses activités révolutionnaires, est également inculpé pour la destruction de la voiture Peugeot. Ce militant n'était même pas à Anvers ce jour-là ! Il organisait à Bruxelles la solidarité avec la grève des dockers.

(suite page 7)

aciéries de cockerill :

NOUVELLE ACTION POUR LA REINTEGRATION DES 7 DELEGUES

Le 7 octobre, les aciéristes de Cockerill ont arrêté le travail pendant une heure et sont sortis de l'usine pour exiger la réintégration de leurs 7 délégués.

Il y a un an exactement, ceux-ci avaient été démis de leur mandat par les dirigeants de la Fédération liégeoise des Métallurgistes et licenciés de l'usine pour leur combativité. Une fois de plus, les capitalistes et les dirigeants syndicaux bourgeois se donnaient la main pour frapper l'avant-garde ouvrière et désorganiser la lutte de classe.

Avec une conscience de classe et une tenacité exemplaires, les aciéristes continuent la lutte pour leur réintégration.

Au début de l'année, ils manifestaient à Seraing, puis au congrès des Métallurgistes. Le 1er mai, défilant sous leurs propres pancartes, ils rompaient la "belle harmonie" du cortège des réformistes et des révisionnistes.

Quelques temps après, ils votaient à vote secret un arrêt de 24 h. à 64 % ! Mais sous la pression des directions syndicales, les nou-

veaux délégués n'osaient pas lancer la lutte.

L'arrêt de travail du lundi 7 est une nouvelle preuve de détermination. Bientôt, les aciéristes et les autres travailleurs de Cockerill auront à se mobiliser de nouveau, pour soutenir le procès que les 7 intentent au patron pour "licenciement abusif".

Cette lutte gêne les directions syndicales, car elle leur arrache leur masque "de gauche". Elle est un exemple et un soutien pour tous les travailleurs en lutte contre la répression bourgeoise et la fascisation.

A l'heure où, dans toute la Belgique, les travailleurs se mobilisent pour arracher l'acquiescement des marxistes-léninistes et des dockers à Anvers, la lutte des aciéristes prend une importance particulière et aura le plus large soutien.

CONTRE LES DIRECTIONS SYNDICALES !
CONTRE LA FASCISATION !
ACQUITEMENT A ANVERS !
REINTEGRATION DES 7 !



PORTUGAL ECHEC AU COMLOT FASCISTE DU 28 SEPTEMBRE



La manifestation du Premier Mai à Lisbonne.

La coalition de la bourgeoisie libérale et des révisionnistes au pouvoir au Portugal vient de connaître sa deuxième grave crise, moins de 5 mois après le coup d'Etat du 25 avril. Le "sauveur suprême" tant vanté par le parti révisionniste, le général Spínola, a raté son coup de force pour rétablir une dictature fasciste et a été forcé de démissionner.

Depuis le 25 avril, la bourgeoisie tentait de juguler la montée de la lutte des masses en utilisant principalement la tactique démocratique : elle faisait d'importantes concessions dans l'espoir de détourner les masses de la révolution. Mais, en même temps, la bourgeoisie portugaise gardait dans sa manche une autre carte : celle du retour à la dictature fasciste dans le cas où les travailleurs, rejetant les illusions réformistes, monteraient à l'assaut pour prendre le pouvoir. C'est ce qu'elle a essayé avec le coup d'Etat du 28 septembre. Les

bandes fascistes, mobilisées ouvertement par le général Spínola, ont afflué vers la capitale pour y prendre le pouvoir. Des armes étaient acheminées en secret à Lisbonne. Le peuple a écrasé ce complot en descendant massivement dans la rue et en brisant les rouages du coup d'Etat.

Le coup de force manqué du général Spínola est l'oeuvre des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie portugaise qui ont essayé de mettre fin, par la violence, à la montée des luttes de masses et qui veulent garder l'empire colonial. Les traîtres révisionnistes prétendent être le moteur de la riposte vigoureuse et imposante du peuple portugais.

En réalité, si le coup d'Etat a pu être mis sur pied et aller si loin dans sa réalisation pratique, c'est grâce à la politique de capitulation des révisionnistes et du gouvernement provisoire devant la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie.

LA COALITION BOURGEOISE-REVISIONNISTE A PERMIS A LA REACTION DE RELEVER LA TETE

Depuis le renversement de la dictature fasciste du 25 avril, deux voies sont défendues avec acharnement parmi le peuple portugais : la voie du maintien de la bourgeoisie au pouvoir et la voie de la révolution socialiste, pour la prise du pouvoir par le prolétariat. Les réformistes et les révisionnistes défendent et appliquent la première au sein du gouvernement provisoire.

Les révolutionnaires et les marxistes-léninistes défendent la seconde, organisent et éduquent le prolétariat pour avancer dans cette voie. Leur programme de revendications immédiates entraîne à l'action de plus en plus de travailleurs : la paix (mettre fin complètement à la domination portugaise dans les colonies d'Afrique), le pain (lutte contre les conditions de vie et de travail misérables), la liberté (poursuivre l'épuration de l'appareil d'Etat fasciste et conquérir les droits démocratiques dans la réalité), la terre et l'indépendance nationale (envers la mainmise des monopoles américains). La lutte pour ce pro-

gramme immédiat est un tremplin vers la lutte pour la libération définitive du prolétariat et le renversement de la bourgeoisie. Ce n'est que de cette manière que tout danger de restauration du fascisme sera radicalement éliminé, car la classe qui produit le fascisme et qui l'exploite sera écrasée. Pour le mouvement révolutionnaire, le renversement de la dictature fasciste signifie essentiellement des conditions favorables pour avancer dans la voie de la révolution. Pour les révisionnistes et les réformistes, ce premier pas est aussi le dernier : la situation doit se maintenir telle quelle car le système démocratique bourgeois est l'objectif final des révisionnistes, qui lui apportent un soutien total. Ainsi ils donnent leur accord aux mesures anti-ouvrières prises par le gouvernement provisoire actuel : lois contre la presse, lois anti-grèves, maintien d'un corps de répression créé par le fascisme (le GNR - gendarmerie), création de nouvelles lois et de nouvelles institutions pour permettre à l'Etat

de réprimer plus facilement les luttes populaires (un commandement opérationnel de l'armée - le CONCOPI - a été créé pour le "front intérieur", c'est-à-dire pour le Portugal lui-même). Le parti "communiste" portugais appelle le peuple à s'en remettre entièrement à l'armée, et s'oppose catégoriquement à l'armement du prolétariat, à la création de milices ouvrières. Il s'oppose aussi aux manifestations qui exigent l'indépendance immédiate des pays africains dominés par le colonialisme portugais.

Les révisionnistes apportent aussi leur soutien aux requins capitalistes portugais et aux impérialistes américains.

Les principaux groupes financiers regroupés dans le MDES (mouvement pour une dynamique entreprise-société) élaborent un programme d'investissements de 120 millions de contos (environ 200 milliards de FB). Ceux qui étaient les principaux soutiens de la dictature fasciste posent évidemment leurs conditions : le maintien du capitalisme et la répression des luttes ouvrières. Le gouvernement et le parti de Cunhal trouvent ce programme très positif. L'impérialisme américain est aussi partie prenante dans le complot. Ce n'est pas cela qui empêchera le parti révisionniste de déclarer : "Il est évident que les investissements étrangers sont nécessaires au pays" et qu'ils trouveront "encore de vastes possibilités d'une rétribution large et avantageuse" (1).

Les premiers préparatifs du coup d'Etat ont commencé début septembre. Les révisionnistes n'ont cessé de reculer devant la réaction, redoutant que la mobilisation des masses ne profite au mouvement révolutionnaire et ne porte des coups à la bourgeoisie et à eux-mêmes. Au début du mois de septembre, le président de la République, le général Spínola, s'adresse à la "majorité silencieuse", c'est-à-dire à la racaille fasciste, pour l'appeler à se regrouper.

La bourgeoisie monopoliste portugaise se livre à un test : quelle va être l'ampleur de la riposte du peuple ? Jusqu'à quel point les illusions répandues par le parti révisionniste désarment-elles les masses ? Les grands trusts voient avec inquiétude que, malgré l'acharnement de ses serviteurs révisionnistes à prêcher la "paix sociale", les grèves se multiplient, l'influence des révolutionnaires augmente, la situation du gouvernement provisoire reste instable devant les masses en effervescence. De plus, les complots néo-colonialistes ont échoué en Guinée-Bissau et au Mozambique.

Le 14, Spínola rencontre Mobutu aux îles du Cap Vert. Cette entrevue a lieu deux jours après que le Portugal eut reconnu l'indépendance de la Guinée-Bissau. Le ministre socialiste Soarès, qui se trouvait à proximité (en visite au Sénégal), est tenu à l'écart. Spínola entend montrer son désaveu des concessions importantes que Soarès a été forcé de faire aux patriotes africains. Mobutu et Spínola se concertent sur la situation en Angola où Spínola entend diriger personnellement les négociations en tablant sur la division des forces de libération. Le résultat ne se fait pas attendre : la presse bourgeoise portugaise trouve un nouvel "interlocuteur va-

lable" : le minuscule et fantoche "Front de Libération de l'Enclave de Cabinda" (FLEC). Le FLEC veut diviser le front patriotique angolais et livrer la province de Cabinda aux groupes pétroliers US.

Le 20, des avions lâchent sur Lisbonne des tonnes de tracts appelant à une manifestation fasciste de soutien à Spínola pour le 28 septembre. L'opération est financée par des agents de la CIA et de ITT qui agissent au grand jour dans les luxueux hôtels de l'Estoril. Le n° 2 de la CIA, Walter, débarque au Portugal pour rencontrer le personnel de l'ambassade US (qui a triplé depuis le 25 avril). Il contacte également des personnalités importantes de la junte et l'ancien ambassadeur des USA au Portugal, Andersen, responsable de l'espionnage américain et portugais du temps du fascisme. Des bandes armées fascistes se forment. Que fait le gouvernement provisoire ? Il réserve ses coups les plus durs au peuple, à la classe ouvrière et aux révolutionnaires. Les grands monopoles complotent, mais le gouvernement et le parti révisionniste chantent leur "sens du civisme" et exécutent servilement leurs directives : adoption de la loi antigrève, augmentation des prix du pétrole et des engrais chimiques (2), augmentation des impôts. Et pour démontrer aux capitalistes qu'ils sont dignes de leur confiance, les révisionnistes se lancent dans une violente attaque contre les ouvriers qui exigent un salaire minimum de 6.000 escudos (environ 10.000 FB), les traitant de "gauchistes et de provocateurs au service de la réaction qui veulent instaurer le chaos économique".

Le gouvernement a maintenu tels quels les contrats de main-d'oeuvre conclus entre les monopoles étrangers et la junte fasciste. Il s'oppose même au retour des travailleurs émigrés au Portugal en tant qu'ouvriers. Cette attitude lui est dictée par le capital financier qui, dans un rapport de la banque Pinto et Sotto Mayor, exige le maintien d'une émigration massive comme source importante de devises pour le financement des monopoles capitalistes (3).

Jusqu'à quelques jours de la tentative de coup d'Etat, les révisionnistes ont boycotté les manifestations antifascistes. Ils s'opposent à toute épuration réelle. Dans certaines régions, ils envoient des directives pour empêcher la publication des listes de membres de l'ancien parti de Salazar et Caetano : l'ANP.

Ce n'est qu'au moment où le coup de force fasciste est devenu imminent, que les révisionnistes ont mobilisé leurs adhérents, dans un double but : empêcher la prise du pouvoir par les secteurs les plus noirs de la réaction qui n'auraient pas manqué de se débarrasser des révisionnistes eux-mêmes et essayer de limiter la portée de la mobilisation populaire. En effet, si les révisionnistes ont participé aux manifestations du 28, ils s'opposent à toute action offensive contre le fascisme. Cunhal a déclaré qu'en aucun cas, il ne pouvait être question d'armer le peuple et qu'il s'en remettait entièrement aux officiers libéraux du Mouvement des Forces Armées pour "protéger la légalité".

(suite page 5)

CONTRE LES BRISEURS DE GREVE REVISIONNISTES, LE PEUPLE DU PORTUGAL EST DEBOUT

Sogantal, la TAP, CTT, Lisnave... quatre noms parmi bien d'autres que chaque travailleur du Portugal a appris à connaître et prononce avec fierté. Quatre bastions ouvriers en lutte depuis des semaines contre le capitalisme et les brise-grèves du parti révisionniste. Il est impossible de décrire ici toutes ces luttes qui témoignent de la mobilisa-

tion énorme des masses. C'est pourquoi il ne sera question ici que d'une d'entre elles, mais chaque camarade ici doit savoir que cette lutte, loin d'être un combat isolé mené par un secteur d'avant-garde, est représentative d'un large courant anticapitaliste et antirévionniste qui se développe dans tout le Portugal.

LA LOI ANTI-GREVE DU GOUVERNEMENT BOURGEOIS-REVISIONNISTE

Les révisionnistes au gouvernement au Portugal ont adopté avec leurs collègues du parti "socialiste", de la junte militaire et de la bourgeoisie libérale, une loi que bien des régimes réactionnaires peuvent leur envier. Nous résumons ici l'analyse de cette loi faite par la revue "O tempo e o modo" (n° 106, août 1974).

La loi antigreve vise à doter la bourgeoisie libérale-révionniste de l'appareil juridique, répressif et d'information qui lui permettra - selon son espérance - de faire face à la grande offensive de la classe ouvrière et du peuple qui commence à se développer. Elle vise surtout à interdire les grèves qui échappent au contrôle étroit de la bourgeoisie et à légaliser sa répression féroce. La tactique suivie est, dans ce domaine comme dans d'autres, de permettre en paroles la grève et de l'interdire dans les faits.

1) La loi limite le droit de grève. Elle interdit les grèves politiques et les grèves de solidarité d'une entreprise envers une autre. La grève est actuellement un des principaux moyens de lutte du prolétariat portugais. La bourgeoisie, en interdisant toute grève politique, veut empêcher toute politique autonome du prolétariat.

2) La loi interdit l'occupation du lieu de travail et la détérioration du matériel. L'occupation du lieu de travail devient une chose fréquente. C'est un moyen de pression sur le patron et en plus, le local occupé se transforme en un point de rencontre et de discussion entre les travailleurs.

3) La loi place les grèves sous le contrôle étroit des syndicats. Les directions réformistes de l'Intersyndicale ont montré dans la pratique leur attitude de briseurs de grèves. La loi anti-grève se donne les moyens d'interdire toute grève spontanée.

4) Pour donner le temps au patron de faire ses préparatifs, de diviser les travailleurs, d'engager des jaunes, etc., la loi rend obligatoire un délai de négociation de 30 jours et ensuite un nouveau délai de 7 à 10 jours.

5) La loi interdit la grève a) dans les "secteurs-clés". On entend par là, de façon ouverte, les forces armées et militarisées, les magistrats, les forces de police, les gardiens de prison, les pompiers et, de façon voilée, toute la fonction publique. b) Dans les prétendues "entreprises d'utilité publique" (industries essentielles pour la défense nationale, institutions de crédit, entreprises de soins hospitaliers, médicaux et pharmaceutiques, pompes funèbres, distribution de l'eau, du lait et de l'énergie, voirie).

6) Les grèves partielles dans une entreprise sont interdites. C'est une façon de dresser les travailleurs les uns contre les autres, puisque les secteurs les plus exploités devront attendre d'être soutenus par le reste de l'entreprise pour faire grève.

7) Elle interdit le paiement des salaires pendant la grève. Pour empêcher les grèves, la bourgeoisie utilise le chantage de la faim.

8) Elle assure la protection des jaunes et protège le lock-out. La loi garantit la "liberté de travail des non-grévistes". Celui qui s'y opposera est passible de 6 mois de prison. Hypocritement, la loi étend cette sanction à ceux qui s'attaqueraient aux grévistes. Mais il est clair que le patron se contentera le plus souvent d'utiliser la police et les forces armées plutôt que des nerfs à ses gages.

9) Elle permet la réquisition des grévistes.

Suivant les termes de la loi, toutes les grèves qui ont éclaté après le 25 avril seraient illégales. La puissante manifestation des ouvriers de Lisnave est une réponse éclatante aux tentatives révisionnistes de casser le mouvement revendicatif. Les ouvriers de Lisnave joignent la lutte contre la loi anti-grève à la lutte pour l'épuration des agents fascistes, lutte considérée par le P"CP" révisionniste comme "secondaire et peu réaliste". Ces ouvriers se trouvent aux avant-postes de la lutte pour démasquer les révisionnistes comme les garants les plus fidèles du capitalisme "libéral" au pouvoir.

LA MANIFESTATION DES OUVRIERS DE LISNAVE POUR L'EPURATION ANTI-FASCISTE ET CONTRE LA LOI ANTI-GREVE

Les ouvriers de Lisnave (entreprise de construction navale dans la zone industrielle du sud de Lisbonne) étaient déjà avant le 25 avril à l'avant-garde des luttes ouvrières contre le fascisme. Depuis plusieurs mois, les ouvriers de Lisnave réclament une épuration des agents de la PIDE et des autres provocateurs et mouchards de l'entreprise. Cette lutte pour l'épuration a été menée de façon exemplaire : des assemblées générales ju-

geaient les agents du fascisme et décidaient de leur expulsion. Depuis plusieurs semaines, les ouvriers exigeaient le départ de trois fascistes du conseil d'administration et avaient établi un cahier d'accusations contre eux. Le gouvernement provisoire fait la sourde oreille d'autant plus que les ouvriers de Lisnave exigent dans leur cahier une épuration réelle et complète qui passe par l'emprisonnement des espions et des provocateurs.



Les ouvriers de Lisnave forment un seul bloc d'une cohésion extraordinaire. Ils sont la preuve vivante du rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte de classes.

LE PEUPLE ECRASE LE COMLOT DU 28 SEPTEMBRE

Le lâchage des tracts fascistes par avion sur Lisbonne était une véritable déclaration de guerre de la réaction au peuple. Du nord au sud, par dizaines de milliers, les travailleurs et les progressistes se mobilisent. Le 26, des milliers de personnes se lancent à l'assaut d'un rassemblement fasciste au stade de Lisbonne. La GNR (gendarmérie) intervient contre les travailleurs.

Des barricades apparaissent partout pour bloquer l'accès à Lisbonne dans la journée du 26. Les antifascistes ont saisi près de 40.000 armes de divers types. Ils en ont trouvés jusque dans des corbillards et des ambulances. Les agents de la PIDE qui réapparaissent au grand jour sont arrêtés par les travailleurs. Le 27, le général Galvao de Melo apporte un appui à la manifestation fasciste tandis que le ministre de la communication sociale, un élément du Mouvement des Forces Armées, s'adresse à la population au nom du gouvernement provisoire : il réaffirme que la "manifestation en l'honneur de son Excellence le président de la République" doit pouvoir se dérouler sans entrave une fois "assurées les conditions pour qu'elle ait lieu dans l'ordre et la dignité". Le soir du 27, Spínola tente de renverser la situation créée par la mobilisation populaire. L'armée est appelée à intervenir contre les barricades et les fascistes essaient de lancer sur Lisbonne des groupes de paysans peu politisés qu'ils ont abusés. Le coup d'Etat fasciste prévu est mis en oeuvre : plusieurs militaires jugés trop libéraux (dont le premier ministre) sont placés sous surveillance.

Immédiatement le peuple passe à la contre-attaque.

"Le peuple s'est lancé avec enthousiasme dans la tâche de démanteler la concentration fasciste prévue. Des milliers et des milliers d'ouvriers et d'autres travailleurs dressent des barricades sur les routes, contrôlant toutes les voitures qui se dirigent vers Lisbonne. A Porto, Braga, Guimarães, Coimbra, Leiria, Margem Sul et surtout aux abords de Lisbonne, les piquets de vigilance arrêtent de nombreux fascistes et saisissent une grande quantité d'armement. Des milliers de manifestes appellent le peuple à descendre dans la rue. A l'aube (du 28 septembre), il apparaît clairement que la réaction a perdu la partie. La concentration est interdite par l'Etat-major des forces armées quand il ne reste plus aucun doute que le peuple ne permettra pas qu'elle se réalise, sous quelque forme que ce soit. Le mouvement des forces armées arrête quelques-uns des chefs de la conspiration. ... L'après-midi du 28, qui était initialement destinée à une démonstration de force des réactionnaires, s'est transformée en une après-midi de victoire populaire. De grandes manifestations antifascistes ont lieu à Porto, Lisbonne, Barreiro et en bien d'autres lieux." (4)

La victoire remportée le 28 septembre permettra au peuple de gagner du temps et d'accumuler des forces dans la lutte contre le capital. Mais il est clair que le danger fasciste subsiste et que l'exacerbation de la lutte de classes conduira à de nouveaux affrontements entre le peuple et la réaction en armes. Le peuple exige la paix, le pain, la terre, la liberté et l'indépendance nationale. Pour obtenir satisfaction, le peuple du Portugal doit s'attaquer de front au gouvernement provisoire des briseurs de grèves et des traîtres à la classe ouvrière. Ce gouvernement qui cherche à endormir la vigilance des travailleurs, qui réprime les révolutionnaires, réserve le monopole des armes à la bourgeoisie et laisse la réaction fasciste prendre un second souffle. Seulement la révolution socialiste armée permettra de satisfaire entièrement les revendications populaires, elle seule, en détruisant l'Etat capitaliste et en écrasant les dirigeants révisionnistes, enterrera définitivement le danger fasciste et permettra la construction d'un Portugal nouveau.

A Lisbonne, ce sont les travailleurs des entreprises comme la TAP, Lisnave, CTT, qui sont à la tête de la manifestation. Ces mêmes travailleurs qui étaient dénoncés comme des "provocateurs faisant le jeu de la réaction" par le parti révisionniste !

- (1) Avanti, journal du P"CP, le 23 août, cité par "A Verdade", n° 4.
- (2) Cette augmentation frappe durement la paysannerie pauvre.
- (3) Cité dans "Luta Popular" n° 30.
- (4) "Voz do Povo" n° 9.

crise économique ... où la réaction s'organise au Portugal, tentant de provoquer le chaos et l'anarchie, plus que jamais s'impose l'union des travailleurs entre eux et avec le Mouvement des Forces Armées. ... Une manifestation d'hostilité au gouvernement et d'irrespect pour l'ordre démocratique ne peut intéresser que la réaction."

A propos de l'épuration, la position du P"CP est de condamner les exigences des ouvriers comme "secondaires et irréalistes".

Le tract des ouvriers de Lisnave répandu à des milliers d'exemplaires pendant la manifestation est une excellente réponse à la démagogie de ces traîtres :

"Les travailleurs de Lisnave, s'unissant à la courageuse lutte de la TAP, du 'Journal du Commerce', de la sidérurgie, de Tezmalhas, renforçant toutes les luttes du sud au nord, vont passer les murs étroits de l'usine pour manifester dans la rue : que notre lutte pour l'épuration n'est pas une lutte secondaire, elle est une lutte principale parce que nous la livrons dans un combat permanent et toujours actuel contre toutes les manifestations du fascisme qui renait constamment de la pourriture du capitalisme monopoliste; que là où existent l'initiative et la lutte organisée des classes opprimées, la réaction recule. Là où baisse la vigilance du peuple, les forces contre-révolutionnaires s'avancent, cherchent à écraser les libertés déjà conquises; que nous lutterons activement contre la "loi de grève" parce qu'elle est une grave attaque aux libertés des travailleurs; que nous rejetons le droit des patrons à jeter dans la misère des milliers de travailleurs parce que la loi de lock-out est une loi contre les ouvriers et de protection des capitalistes; parce que nous savons que les 120 millions de contos (1) ne sont pas, comme le disent Melo, Champaulimau, Quima et Cie, destinés à créer 120.000 emplois mais à créer de meilleures conditions d'exploitation et à conquérir les lois anti-ouvrières qui leur permettent de légaliser cette exploitation."

- (1) Programme d'investissements d'environ 200 milliards de FB, adoptés par les monopoles portugais au mois d'août et approuvés par le gouvernement provisoire qui s'engage à garantir sa "rentabilité" en brisant les grèves.

LA LUTTE DU PEUPLE ETHIOPIEN

(SUITE DE LA PAGE 10)

3. Conquérir les libertés démocratiques, réaliser la réforme agraire.

Les liens d'Aman avec l'impérialisme l'amènent à n'entreprendre aucune réforme agraire radicale.

Ce sont les tendances révolutionnaires au sein du mouvement étudiant et syndical qui ont mis en avant le seul mot d'ordre conséquent : LA TERRE A CELUI QUI LA TRAVAILLE. Ce qui implique la remise aux paysans de toutes les terres (y compris celles de l'Eglise) sans indemnisation des féodaux.

La réalisation des tâches anti-féodales et anti-impérialistes est inséparable de la conquête des libertés démocratiques par le peuple.

Seule la participation active des masses à la lutte peut opposer un front puissant à la réaction. La direction du mouvement militaire, malgré sa promesse d'élaborer une constitution démocratique, interdit grèves et manifestations et réprime le mouvement syndical.

Mais la destitution de l'empereur s'est faite sous la pression d'une lutte massive des différentes couches du peuple. Celui-ci a soif de liberté et est prêt à se battre pour elle. A plusieurs reprises, au cours de l'année écoulée, des dizaines de milliers de travailleurs sont déjà descendus dans la rue et y ont affrontés les forces de répression. Une force d'avant-garde se développe

dans le mouvement ouvrier et étudiant. Elle met en avant un programme national et démocratique conséquent et cherche à opérer une jonction avec les révoltes spontanées de la paysannerie, les éléments les plus progressistes de l'armée et la révolution érythréenne. C'est elle la force décisive. C'est entre elle et l'impérialisme que le pouvoir se dispute.

Quelle que soit l'issue immédiate de la lutte, une chose est certaine : le peuple éthiopien s'est dressé dans une lutte résolue. Il bénéficie de l'appui du peuple d'Erythrée. La lutte peut traverser bien des difficultés, mais la victoire finale lui reviendra.

Devant la passivité du gouvernement, qui non seulement n'engage pas une véritable épuration mais laisse les fascistes se réorganiser, une assemblée générale ouvrière décida d'organiser une manifestation le 12 septembre. Le gouvernement interdit la manifestation.

Vers 14 h., le COPCON (Commandement militaire sur le "front intérieur") envoie des centaines de paras, de fusilliers et de MP armés de mitraillettes, encercler l'entreprise. Ils n'y laissent entrer les ouvriers qu'après avoir contrôlé leur identité.

De nombreux travailleurs d'autres entreprises se regroupent autour de l'usine, entourent les camions militaires et discutent avec les soldats. A 16 h., les ouvriers de Lisnave se massent aux portes de l'usine. Ils crient les mots d'ordre qui seront repris tout au long de la manifestation : "Démocratie pour les ouvriers - Répression pour les réactionnaires", "Les ouvriers de Lisnave épurent les fascistes", "Mort à la PIDE, mort au fascisme, à bas le capitalisme", "Droit de grève : oui ! Lock-out : non !", "Soutenons les camarades en grève", "Vive la classe ouvrière !"

Devant la détermination des ouvriers, les soldats hésitent. Un capitaine et un sergent leur ordonnent d'arrêter un travailleur. Ils refusent. Des représentants du Ministère du Travail et du Mouvement des Forces Armées viennent proposer que la commission des travailleurs aille négocier au Ministère du Travail. "Ou bien tous, ou bien personne" répondent les ouvriers.

A un signal convenu, à 5 h 20, la manifestation s'ébranle. Entre 6.000 et 7.000 ouvriers passent à travers le barrage de l'armée qui n'ose pas intervenir.

Ils forment un seul bloc d'une cohésion extraordinaire. Ils sont la preuve vivante du rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte de classes. Les manifestants marchent sur Lisbonne, traversent le Tage sur des barques. Ils se dirigent vers le Ministère du Travail. Dans les quartiers populaires, près de 2.000 personnes se joignent à eux et l'image de cette manifestation forte et disciplinée, reprenant les mots d'ordre comme un seul homme, restera longtemps dans les yeux de centaines de milliers de travailleurs de Lisbonne. Des barrages de l'armée bloquent l'accès à la place de Londres où se trouve le Ministère. Ils céderont bien vite le passage aux manifestants. Après avoir tenu un meeting devant le Ministère, la manifestation reprend. Il y a désormais entre 12.000 et 15.000 personnes qui entendent, avant de se disperser, les représentants des ouvriers d'autres usines en lutte. Le soir, les ouvriers de Lisnave tiennent des petits meetings dans chaque quartier populaire.

Au-delà de sa cohésion et de sa discipline, cette manifestation était remarquable par son haut niveau politique. Les ouvriers de Lisnave se sont attaqués de front au révisionnisme. Le faux PC de Cunhal a diffusé un communiqué condamnant la manifestation. Avante, organe central des révisionnistes, a écrit : "L'activité (la manifestation de Lisnave) de ces gauchistes irresponsables contre le gouvernement, les forces démocratiques et le Mouvement des Forces armées, doit être considérée comme servant chaque fois plus ouvertement la droite réactionnaire". (Avante, 13/9)

Dans un communiqué de sa cellule, le P"CP précise : "Dans la situation où le pays traverse une grave

LA LUTTE CONTRE LA CIRCULAIRE CALIFICE SE RENFORCE

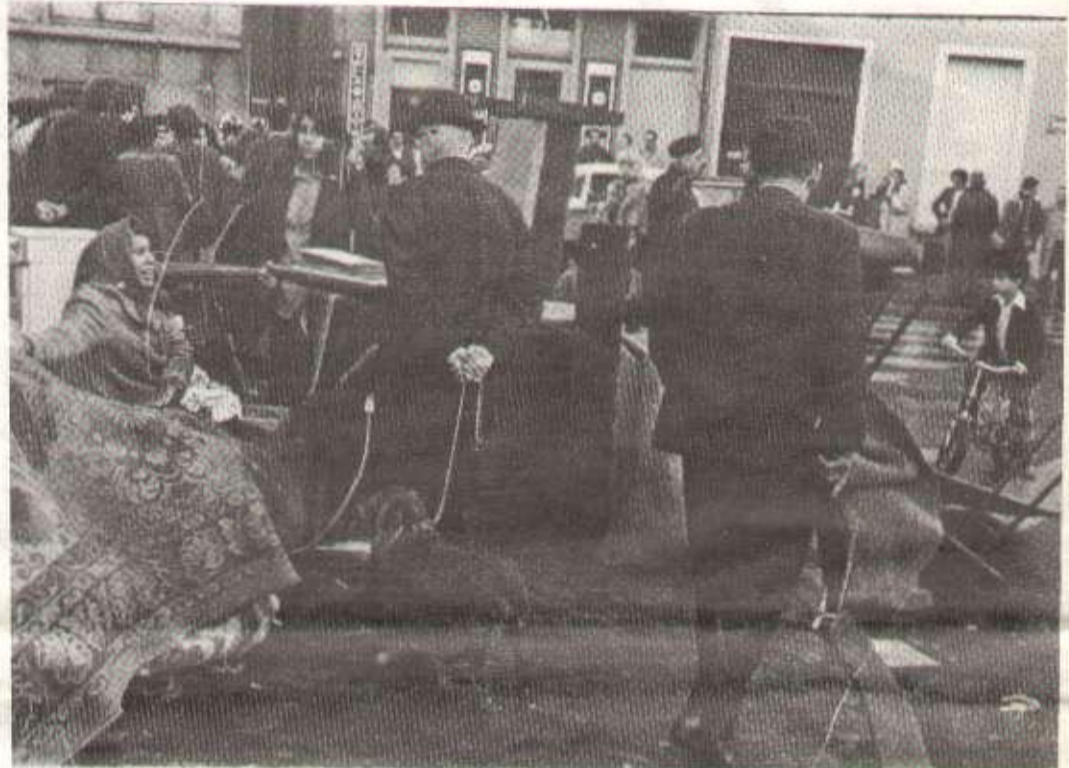
Après les manifestations pour les droits des immigrés, au mois d'août et en septembre, la riposte contre la nouvelle offensive de la bourgeoisie à l'égard des travailleurs immigrés s'est poursuivie. Des comités de base se sont créés autour du Comité pour la régularisation de tous les clandestins. Il y en a actuellement une douzaine, dans les quartiers ouvriers de Bruxelles, au Limbourg, à Wavre, aux ACEC, à Gand et à Anvers, ainsi que dans deux écoles et à l'université. Ces comités organisent la mobilisation et l'éducation autour d'eux; les rafles, les expulsions et les emprisonnements se multiplient dans les quartiers populaires et les comités permettent de répondre rapidement à la répression comme le montre l'article, ci-dessous, sur l'expulsion d'une famille marocaine à Schaerbeek. Une pétition contre les rafles, les perquisitions et les expulsions, pour la régularisation de tous les clandestins et la réouverture de l'ONEM, circule dans les quartiers ouvriers de Bruxelles. Elle a déjà été signée par près d'un millier de personnes en quelques jours. Une manifestation est prévue pour le 27 octobre, le 31 octobre étant la date d'expiration du délai pour les milliers de clandestins toujours sans papiers et sans travail. Des actions contre les prisons où sont enfermés les clandestins et devant la police des étrangers où la police déchire les papiers des clandestins venus s'inscrire à l'ONEM seront également mises sur pied. Le témoignage d'un travailleur marocain que nous publions ici a été recueilli au cours du travail de propagande d'un comité de base. L'appel du Comité pour la régularisation de tous les clandestins montre également la vigilance et la volonté de chasser le racisme des rangs de la classe ouvrière et du peuple. Il répond à une pétition que des éléments fascistes font circuler à Schaerbeek pour dresser la population belge contre les immigrés.

L'expulsion d'une famille marocaine de sa maison vise à créer un climat de terreur pour les immigrés.

Le mercredi 9 octobre, la police est intervenue dans un restaurant de la rue Royale Sainte Marie à Schaerbeek (Bruxelles). Ce restaurant était tenu depuis 6 mois par une famille d'immigrés marocains avec quatre enfants. Le restaurant leur avait été loué par un autre locataire. La famille payait régulièrement le loyer. Mais le propriétaire, qui depuis 6 mois acceptait de recevoir les loyers, a refusé de conclure un bail avec les nouveaux occupants. La famille n'était pas au courant de l'expulsion qui allait avoir lieu. L'huissier et la police sont intervenus sans prévenir les habitants de la maison. La police a mis tous les meubles sur le trottoir, puis les a jetés brutalement sur un camion de la commune et en a endommagé plusieurs. Très vite, des habitants du quartier, belges et immigrés, s'attroupèrent autour du restaurant. Des membres du Comité de lutte pour la régularisation de tous les clandestins furent rapidement sur les lieux et alertèrent la presse. Parmi les habitants du quartier qui étaient venus, plusieurs protestaient contre l'intervention brutale de la police et voulaient protéger les meubles de la pluie. Rendus craintifs par l'attroupement, les policiers appelèrent les habitants assemblés à se disperser, et comme cela ne se fit pas, ils commencèrent à matraquer certains, surtout des immigrés. Ils emmenèrent aussi plusieurs personnes au commissariat et les ont gardé quelques heures. Le Comité de lutte organisa immédiatement la riposte : il appela les témoins de cet acte raciste à se réunir dans un café du quartier le même soir, et il se rendit également dans de nombreux cafés du quartier pour les appeler à résister contre ces actes racistes de la police, qui font partie d'un plan d'ensemble du gouvernement contre les travailleurs immigrés. Le soir, une trentaine de personnes assistèrent à cette réunion. Il y fut décidé de rédiger une pétition de protestation à diffuser à Bruxelles, et d'envoyer une délégation auprès du bourgmestre de la commune, Nols. Les personnes matraquées ont porté plainte. Le jeudi 10 octobre, cette délégation s'est rendue auprès de Nols. Celui-ci a immédiatement reculé et s'est engagé, par oral, à la restitution immédiate des meubles et au paiement des meubles abîmés. Il a également assuré la délégation que "les policiers en question seraient sanctionnés pour leur attitude". A qui Nols essaie-t-il de faire croire qu'il n'était pas au courant de cette expédition punitive ?

Quelle leçon tirer de ce recul ?

La mobilisation immédiate des habitants du quartier, leur détermination à résister aux attaques racistes de la police a obligé le bourgmestre à "désavouer" les agissements de ses commis. Ceci nous montre la voie ! Notre force est dans la solidarité totale entre tous les habitants du quartier, belges et immigrés. Notre force est dans la riposte de masse, immédiate et résolue. Aucun acte raciste ne peut être commis sans que la colère populaire ne le dénonce, sans que les habitants du quartier ne se mobilisent pour la défense des droits des immigrés. Pour pouvoir réagir vite et de façon ferme, il est nécessaire que les comités de base dans les quartiers se renforcent et soient intimement liés aux masses du quartier. Tout acte de répression doit leur être communiqué. Toute menace doit être connue à temps. Ainsi, ces comités deviendront les véritables organisateurs de la lutte pour les droits des immigrés, les véritables artisans de la solidarité entre les Belges et les immigrés.



PETITION MISE EN CIRCULATION PAR DES ELEMENTS FASCISTES

A Monsieur Nols
Bourgmestre de la Commune de
Schaerbeek

Monsieur le Bourgmestre,

Cette lettre, en-dessous de laquelle sont jointes des signatures rassemblées dans notre rue, a pour but de soutenir toutes les mesures légales qui seraient décidées par votre administration en vue de freiner l'afflux anormal d'immigrés dans notre commune. La dépréciation du domaine public et privé dans les communes occupées (en ce qui nous concerne, le quartier Josaphat) s'accroît continuellement et la baisse de la valeur des articles aura certainement une influence sur les finances communales. L'environnement en est aussi atteint : la façon de vivre et le manque de bonnes moeurs de la plus grande partie des concernés n'est pas à concilier avec ce que nous entendons par environnement. Si cela est utile, un "comité de défense" sera créé en vue de s'opposer à certains "comités de lutte".

Acceptez, Monsieur le Bourgmestre, la certitude de tout notre soutien.

Les signataires.

APPEL DU COMITE DE LUTTE POUR LA REGULARISATION DE TOUS LES CLANDESTINS

Camarades et amis,

Ces dernières semaines, les rafles et les expulsions contre les ouvriers clandestins ont commencé. Les prisons de Forest et de Saint-Gilles sont remplies de clandestins. A Merxplas, des clandestins qui ont été pris dans des rafles et emprisonnés sont mis aux travaux forcés jusqu'au 31 octobre, date à laquelle ils seront expulsés. Voilà comment, dans la pratique, s'applique la circulaire "humaniste" Califice. Parmi les 10.000 clandestins qui se sont inscrits entre le 5 et le 19 août, quelques centaines seulement trouvent du travail. Pour les autres, ils sont licenciés parce que les patrons veulent uniquement des esclaves sans aucun droit, à des salaires de famine, sans sécurité sociale, ou ils ne trouvent pas de travail à cause des contrats que les patrons ne veulent pas remplir. Pour ces dizaines de milliers, le 31 octobre signifie l'expulsion sans appel. Entretiens, les autorités gouvernementales et communales, appuyées par des fascistes qui ne disent pas leur nom, ont commencé à créer un climat qui vise à faire accepter ces expulsions par la popula-

tion belge. Nous vous joignons la photocopie d'une lettre adressée au bourgmestre de Schaerbeek par une organisation raciste qui menace d'entamer des actions contre les immigrés qui luttent pour leurs droits. Inspirés sans doute par l'exemple des attentats fascistes meurtriers en France, à Marseille, à Toulon, etc., ces individus veulent exciter une haine raciste de la part des Belges contre les immigrés. Ces pratiques sont favorisées objectivement par la propagande du gouvernement qui veut présenter les immigrés comme la cause du chômage et de tous les maheurs dans lesquels le capitalisme se prépare à jeter toute la population pour le moment. Le Comité de lutte pour la régularisation de tous les clandestins pense qu'il est extrêmement urgent de réagir contre ces tentatives de provoquer le racisme et de diviser la population belge et immigrée. Nous pensons qu'il est extrêmement urgent de mobiliser toutes les forces possible contre les expulsions massives et les rafles auxquelles sont exposés les ouvriers immigrés. Nous vous invitons à participer à une réunion de travail et de discussion sur des propositions d'actions pour les jours qui viennent. Adresse de contact : 354, chaussée de Wavre, 1040 Bruxelles.

manifestation nationale pour la régularisation de tous les clandestins le dimanche 27 octobre à 11h. place Rouppe à Bruxelles

Le plan Califice, plan d'expulsion massive des travailleurs immigrés sans papiers, baptisé "plan pour la régularisation de la situation des travailleurs clandestins", prévoit pour les travailleurs sans papiers, arrivés en Belgique avant le 1er avril, un délai d'inscription à l'ONEM comme demandeur d'emploi, qui expire le 31 octobre. A ce moment, le gouvernement veut mettre en action son plan d'expulsions massives, ses rafles et ses perquisitions.

Le Comité de lutte pour la régularisation de tous les clandestins exige, depuis le dépôt du plan Califice, le retrait de ce plan fasciste.

Aujourd'hui, à l'approche du 31 octobre, redoublons nos efforts pour obliger le gouvernement à retirer son plan.

Nos mots d'ordre sont :

- Régularisation pour tous les clandestins !
- Aucune expulsion, non aux rafles policières !
- Suppression de la police spéciale des étrangers !
- Droits politiques égaux pour les immigrés !
- Non au contrôle de l'immigration !

L'UC(ML)B appelle tous les ouvriers et tous les progressistes à se rendre en masse à la manifestation organisée par le Comité de lutte pour la régularisation de tous les clandestins.



LETTRE D'UN OUVRIER IMMIGRE

Je suis un ouvrier immigré. J'ai travaillé au soudage et au forage dans le métro. C'est un travail qui est dangereux. La majorité des ouvriers qui travaillent là sont des immigrés. Il y a déjà eu beaucoup de morts. Un ouvrier belge qui travaillait avec moi y a laissé trois enfants. Un vendredi à 18 h.10, je travaillais avec la grue pour creuser, je suis tombé de 27 mètres : 3 fractures, 1 côte écrasée et les dents sont parties. Aujourd'hui, j'ai passé le contrôle le 27 mai, 13 mois après l'accident. Ils m'ont dit : tu es licencié. Est-ce que c'est le droit de la victime ? Ils doivent me donner un mois de préavis et un certificat de travail.

Depuis le 12 février 74, ils ne m'ont payé ni la mutuelle, ni l'assurance. Et maintenant, je suis au chômage. Voilà ce que reçoit l'ouvrier immigré. Quand il est en forme, il est pris, mais une fois qu'arrive l'accident, personne ne le regarde. J'ai deux mois de loyer à payer. Où vais-je chercher l'argent ? Le propriétaire vient tout le temps chez moi. Je suis père de deux enfants et j'ai une femme à charge qui sont loin de moi, à Nice en France. Depuis 16 mois, je n'ai pas touché l'allocation familiale. Je suis à Bruxelles depuis 1967. Pour payer les taxes et les impôts, il faut payer dans les 15 jours. Ça, c'est pour l'Etat. Mais pour nous, ouvriers, pour toucher, on

est envoyé d'un bureau à l'autre. On gaspille son argent et son temps et on ne touche rien. Les capitalistes, ils profitent sur les ouvriers immigrés. J'ai reçu une lettre de ma mère qu'elle est gravement malade et je ne peux pas aller parce que je n'ai pas d'argent. Nous, les ouvriers, quand même, on n'est pas des bêtes. On travaille parce qu'on doit avoir son morceau de pain. Je vous écris cette lettre pour protester contre les capitalistes qui nous traitent comme des bêtes. Je suis décidé à défendre mes droits et montrer aussi l'exemple à mes camarades. Je veux montrer ce qui se passe. Je vais vous écrire encore sur des choses jamais entendues. Merci.

PROCES DES DOCKS

(SUITE DE LA PAGE 2)

Faux témoignages, procédés illégaux, tout est bon pour frapper les marxistes-léninistes !

Les procédés employés par la bourgeoisie pour mettre ce procès sur pied sont aussi révélateurs. La Justice bourgeoise piétine délibérément ses propres lois. Elle se sert de faux témoignages, de policiers et d'indicateurs anonymes, ainsi que d'un détective privé condamné pour escroquerie qui se trouvait en prison en même temps que les militants d'AMADA. Après avoir fait sa déclaration contre les militants d'AMADA, ce détective a demandé à ne pas être confronté avec eux ! (pièce 117)

Lors de la destruction de la voiture,

de la BSR, les occupants de la voiture ont fait la déclaration suivante :

pièce n° 1 : "Par le fait que la vitre avant du véhicule fut brisée entièrement lors du premier coup, et aussi par le fait que les agents ont cherché refuge sur le sol de la voiture afin d'éviter les coups, les personnes qui ont participé à l'attaque n'ont pu être reconnues". Malgré cette déclaration, la pièce n° 1 porte la mention "concerne des militants d'AMADA ... encore inconnus à ce jour" !!

Le procès du 22 octobre prépare l'interdiction des groupes marxistes-léninistes, comme le propose le projet de loi fasciste n°430

C'est pour leur programme politique que les militants d'AMADA et de l'UC(ML)B sont frappés par la bourgeoisie.

Lorsqu'elle sent son pouvoir en danger, elle n'hésite pas à recourir à des moyens expéditifs et à supprimer les "droits démocratiques" conquis par la classe ouvrière. Le ministre "socialiste" Vranckx, en 1971, a déposé un projet de loi, n° 430, qui met hors la loi les or-

ganisations révolutionnaires et qui limite le droit de grève et de manifester.

Le procès du 22 octobre est un début d'application de ce projet fasciste; il est un coup de sonde dans la classe ouvrière et l'opinion démocratique pour voir comment le vote du projet 430 et la répression systématique des révolutionnaires seraient accueillis.

Le procès et les attaques contre le mouvement marxiste-léniniste font partie d'une offensive générale de la bourgeoisie contre les droits démocratiques

La bourgeoisie ne se limite pas à prendre des mesures contre les marxistes-léninistes. Elle prépare aussi toute une série de lois réactionnaires, de solutions d'urgence, pour frapper les luttes ouvrières. Le renforcement de l'armée, prévu dans le plan Vanden Boeynants, les mesures racistes contre les travailleurs immigrés (circulaire Califice, projet Vanderpoorten), les contrôles renforcés de police et l'équipement de la gendarmerie d'un ordinateur

ultra-moderne, destiné à faciliter le fichage des révolutionnaires, la répression dans les syndicats contre les délégués combattifs, comme l'exclusion des 7 à Cockerill - tout cela montre que la bourgeoisie se prépare à réprimer durement les luttes à venir.

En combattant les attaques du procès du 22 octobre, c'est contre l'ensemble de l'offensive bourgeoise que nous nous mobilisons.

Présence massive au tribunal d'Anvers le 22 octobre ! Halte aux attaques contre l'avant-garde ouvrière et les marxistes-léninistes !

Seule la mobilisation des masses dans une perspective révolutionnaire est la force capable de repousser l'attaque du procès du 22 octobre.

Il faut que le procès se retourne contre la bourgeoisie, qu'il apporte l'effet exactement inverse de celui qu'elle souhaite : au lieu d'une campagne anticommuniste, en faveur du projet 430, un appel enthousiaste à rejoindre les rangs du mouvement marxiste-léniniste - au lieu d'une leçon de respect de l'ordre bourgeois, une éducation révolutionnaire sur la nécessité de détruire l'Etat capitaliste par la

violence des masses et de construire la société nouvelle, l'Etat ouvrier. Ouvriers, mobilisez-vous hardiment contre la Justice bourgeoise !

ACQUITTEMENT POUR LES 19 INCULPES !
A BAS LA JUSTICE BOURGEOISE !
A BAS LE PROJET FASCISTE N° 430 !
VIVE LA RECONSTRUCTION DU PARTI COMMUNISTE (MARXISTE-LÉNINISTE) !

PRESENCE DE MASSE AU PROCES LES 22 ET 23 OCTOBRE A 9 H. AU PALAIS DE JUSTICE D'ANVERS !

LA MAIN DE L'IMPERIALISME AMERICAIN DANS LE COUP D'ETAT FASCISTE AU CHILI

Le 11 septembre 1973, un putsch fasciste écrivait dans le sang le régime progressiste et anti-impérialiste de Salvador Allende. Une répression barbare s'installait dans le pays sous la direction d'une junte militaire. Dès le lendemain du coup d'Etat, les principaux dirigeants du mouvement révolutionnaire et démocratique dénonçaient le rôle de l'impérialisme américain dans le coup d'Etat, et notamment celui de ses services spéciaux : la CIA. Le mouvement révolutionnaire chilien montrait que l'impérialisme américain, directement menacé par la politique anti-impérialiste du Chili, notamment par les nationalisations des grandes industries minières, avait préparé, par son aide continue à la réaction, les conditions du putsch fasciste.

Pendant les semaines qui suivirent le coup d'Etat, les dirigeants américains jurèrent de n'y être pour rien, n'ayant toute préparation et participation. Kissinger déclarait devant le Congrès : "A ma connaissance, la CIA n'est pour rien dans le coup d'Etat."

Dans le monde entier cependant, les larges masses restaient persuadées du rôle direct joué par les impérialistes US. Ces exploités du peuple se sont démasqués à maintes reprises et la liste de leurs interventions, directes ou indirectes, reste inscrite dans la mémoire des travailleurs du monde entier : l'Indochine, Cuba, Saint-Domingue, la Grèce, autant de crimes qui attisent la haine de la classe ouvrière et des peuples opprimés contre l'impérialisme américain. Dans les manifestations de solidarité avec le peuple chilien, les masses criaient "Yankees assassins" en même temps qu'elles exprimaient leur haine envers Pinochet et ses hommes de main.

Aujourd'hui, un an après ces événements, un représentant du parti démocrate du Massachusetts, Harrington, a révélé que, entre 1970 et 1973, le gouvernement américain a autorisé la CIA à dépenser de 8 à 11 millions de dollars pour renverser le gouvernement Allende.

La première action américaine contre Salvador Allende eut lieu en 1964, alors qu'il brigait la présidence contre le démocrate-chrétien Eduardo Frei. Trois millions de dollars furent distribués par la CIA à des particuliers, des partis politiques et des journaux pour appuyer les efforts de Eduardo Frei. Cette fois-là, Frei réussit à l'emporter. En 1969 et en 1970, 500.000 dollars furent destinés à des éléments "en mesure de maintenir en activité les adversaires d'Allende" ou à des hommes des partis d'opposition. Toutes les opérations de la CIA étaient approuvées par un organisme appelé le Comité des quarante, présidé alors par Kissinger, et chargé de contrôler l'action des services spéciaux.

Mais c'est surtout après l'élection d'Allende, en 1970, que les subsides se firent de plus en plus importants. Dès après l'élection, 350.000 dollars étaient destinés à corrompre des membres du congrès chilien pour qu'ils fassent annuler les résultats du scrutin. Néanmoins, ce projet fut

jugé irréalisable et fut abandonné. La CIA reçut alors 5 millions de dollars pour saboter le régime de l'Unité Populaire, entre 1971 et 1973. En 1973, 1.500.000 dollars supplémentaires furent employés à soutenir les adversaires d'Allende aux élections municipales, de même qu'un journal hostile au gouvernement.

Enfin, en août 1973, un million de dollars furent attribués afin de "déséquilibrer" le régime. Ces sommes visaient alors surtout à organiser des grèves hostiles au régime. Ainsi les organisateurs de la grève des camionneurs, de la grève des boutiquiers et des chauffeurs de taxis furent largement arrosés d'argent pour qu'ils organisent progressivement l'obstruction économique dans le pays. Ces mouvements avaient affecté plus de 250.000 grévistes. Après le coup d'Etat, le programme de ces subventions "spéciales" fut supprimé. On consacra cependant encore 9.000 dollars au voyage du porte-parole de la junte militaire dans les pays d'Amérique latine, voyage qui devait "expliquer" la légitimité du coup d'Etat fasciste devant l'opinion mondiale ! Par ailleurs, l'aide militaire au Chili fut multipliée par dix depuis ce moment.

Quelle a été la réaction des dirigeants impérialistes devant les révélations de Harrington ? Tant le président Ford que le secrétaire d'Etat Kissinger et Colby, chef de la CIA, ont farouchement justifié ce qui s'était passé, au nom de la "protection de la démocratie". Ils ont déclaré que l'aide visait à "maintenir l'activité des partis d'opposition" et était conforme à "l'intérêt supérieur du peuple chilien". Voici ce qu'a dit Colby : "Notre programme au Chili était de soutenir les forces démocratiques contre les forces politiques d'Allende, qui supprimaient divers éléments démocratiques de diverses manières. Nous espérons que les forces démocratiques arriveraient au pouvoir aux élections de 1976."



La grève des camionneurs organisée par la CIA.

Le régime d'Allende n'était pas démocratique. Tout en reconnaissant qu'un régime militaire n'est pas démocratique, je ne pense pas qu'un régime communiste le soit." (Le Peuple, 24/9/74)

Colby "explique", dans sa conférence de presse, que le gouvernement d'Allende était "minoritaire" et que, sans l'aide des Américains, "toute voix démocratique aurait été étouffée" !

Dans le monde entier, un petit nombre de capitalistes et d'impérialistes oppriment les travailleurs et les peuples. L'immense majorité des masses laborieuses aspire à sa libération, tandis qu'une petite minorité tire d'elles toutes les richesses et l'exploite cruellement. L'impérialisme américain, le destructeur mondial de toute liberté et de toute indépendance, ose afficher des soucis démocratiques pour justifier son intervention criminelle ! Colby, chef de la CIA, a donné, en outre, quelques "précisions" sur la nature de l'intervention américaine : "La CIA a trois missions principales : un travail scientifique et technologique, l'analyse et la collecte clandestine du renseignement." Poussé par les questions, il a reconnu qu'il existait une quatrième tâche : celle "d'influencer positivement une situation par des moyens politiques et paramilitaires". Il a donné l'exemple du Laos

pour montrer comment, à son avis, la CIA agissait "avec succès" : "Pour les Etats-Unis, il était de quelque conséquence que le pays reste amical envers nous et ne tombe pas aux mains d'éléments qui nous seraient hostiles. Plutôt que de recourir à notre puissance militaire ou que de déployer d'énormes efforts politiques, il est préférable d'influencer des personnalités et des groupes politiques capables de contrôler l'évolution des choses. L'affaire du Laos nous coûte des sommes considérables, mais elle est bon marché comparée à d'autres manières de faire le même boulot." (Le Monde, 26/9/74)

La lutte du peuple laotien a fait justice de ces bravades. Le président Ford et le secrétaire d'Etat Kissinger ont invoqué l'argument de la "sécurité nationale" pour s'opposer à ce qu'une enquête approfondie soit faite sur les activités de la CIA. Kissinger a de plus déclaré que "le droit pour un Etat d'intervenir dans les affaires des autres pour y protéger ses propres intérêts reste une question académique et digne d'être étudiée." (Le Monde, 21/9/74)

Dans quel sens ce débat "académique" sera mené, nous en avons une idée quand nous lisons les menaces du président Ford aux pays producteurs de pétrole et ses récentes déclarations : "Au cours de l'histoire, les nations sont parties en guerre pour obtenir des avantages naturels tels que l'eau, la nourriture ou le droit de passer sur terre ou sur mer." (Le Monde, 25/9/74) Cette justification de "l'espace vital" impérialiste est un défi à tous les peuples du monde.

Un autre exemple de la manière dont les Etats-Unis fomentent la contre-révolution et aident le fascisme nous est fourni par la récente tentative de coup d'Etat au Portugal, en faveur de Spínola. Les marxistes-léninistes portugais ont rendu public le fait que, quelques jours avant cette tentative, le N° 2 de la CIA, Walter, était descendu à Lisbonne et qu'il avait eu divers entretiens avec des personnalités importantes de la junte et l'ancien ambassadeur des USA au Portugal, responsable de l'espionnage américain et portugais du temps du fascisme. Malgré ces plans et ces préparatifs, la mobilisation populaire a réussi à faire échouer le plan fasciste.

Les milliards que dépense la CIA dans le monde ne sauront arrêter la lutte impérialiste des peuples pour leur libération.

LE NOM DU CAMARADE ENRIQUEZ VIVRA A TRAVERS LA LUTTE DU PEUPLE CHILIEN

Le vendredi 5 octobre, l'armée fasciste chilienne a encerclé un quartier populaire de Santiago et a attaqué une maison où se trouvait le camarade Miguel Enriquez, dirigeant du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Le camarade Enriquez est mort en héros, affrontant avec une poignée de camarades, les soldats fascistes.

Peu avant, la junte fasciste, affolée devant la montée de la résistance, avait proposé au MIR de suspendre les persécutions contre cette organisation en échange de sa désertion du front des forces populaires. Le MIR a clairement répondu qu'il ne suspendrait pas ses activités avant que Pinochet ne soit pendu haut et court.

A l'annonce de la mort du camarade Enriquez, le MIR a indiqué qu'un nouveau dirigeant avait pris sa place pour poursuivre la lutte.

Le camarade Enriquez a pris place parmi les milliers de martyrs de la révolution chilienne à l'issue d'une vie tout entière consacrée à la lutte révolutionnaire. A la tête du MIR, au moment du coup d'Etat, il resta aux premières lignes, organisant la résistance armée à l'intérieur et s'opposa à ce que quiconque du MIR fuie le combat pour l'exil. Le Chili nouveau, libéré de l'impérialisme et de la réaction, pour lequel Miguel Enriquez a lutté et est mort, naîtra du combat des milliers d'antifascistes qui suivront son exemple.

Camarade Enriquez, révolutionnaire du Chili, nous jurons d'être à vos côtés jusqu'au bout. Ports de l'exemple de votre héroïsme, nous frapperons encore plus durement l'impérialisme. Les assassins fascistes seront balayés ! La cause du peuple chilien triomphera !

L'histoire de la libération du peuple chinois est un exemple pour le prolétariat belge

A l'occasion du 25e anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine, une cellule fait part de son expérience dans la construction d'un cercle de sympathisants et montre comment elle a pu s'appuyer sur les leçons de la lutte de libération du peuple chinois pour rallier au communisme des ouvriers d'avant-garde. Elle a utilisé pour cela le film chinois "La guerre souterraine" qui montre la lutte du peuple chinois contre les envahisseurs fascistes japonais, pendant les années 1938-1945.

Notre cellule venait de se créer, elle était encore très jeune et nous concentrons nos efforts pour rallier au communisme d'autres camarades d'avant-garde, qui s'étaient tournés vers nous pendant la dernière grève.

Ces camarades combattifs nous connaissaient pour de bons compagnons de lutte, mais ils n'avaient que des idées assez vagues sur notre but fondamental : faire la révolution et construire le socialisme. Nous avons décidé de voir et discuter avec eux le film chinois "La guerre souterraine" qui raconte un épisode de la lutte de libération du peuple chinois, pour leur montrer une lutte

de masse révolutionnaire, dirigée par le Parti communiste. Cette initiative a eu de bons résultats, particulièrement dans le cas d'un camarade pour qui ce film a été une révélation de la politique marxiste-léniniste. "C'est cela donc que vous voulez faire ici ?" a-t-il conclu à la fin de la séance. Par la suite il est devenu un sympathisant actif et a bientôt rallié la cellule. Nous avons projeté le film plusieurs fois, et les camarades qui l'avaient déjà vu ne se lassaient pas de le revoir une deuxième et troisième fois, ils en comprenaient toujours mieux le contenu politique. Ce film nous a beaucoup aidé pour éduquer les sympathisants, car il montre l'expérience extraordinaire de la révolution chinoise, avec ce qu'elle a de particulier bien sûr, mais surtout, avec les leçons et les principes universels qui l'ont rendue possible et qui doivent aussi permettre au prolétariat belge de se libérer.

Nous laissons la parole à notre camarade, pour tirer ces leçons :

"C'est un film révolutionnaire qui m'a fait réfléchir. Il montre ce que vaut la vie. Pour être libre, il faut être prêt à donner sa vie.

Ils sont à ce point atteints par la volonté de se libérer que rien ne peut les arrêter. Ils sont arrivés à vaincre les Japonais qui étaient beaucoup plus nombreux et mieux armés qu'eux, mais avec le courage et la théorie, ils viennent à bout de tout, même quand on les enferme dans leur souterrain.

Au début du film, le chef du village court de toutes ses forces pour aller donner l'alarme aux villageois endormis. Je me demande où il a été chercher la force de courir comme ça à son âge. Et ça, c'est parce qu'il a un but : sauver le village des coups des fascistes japonais, faire la révolution.

On voit qu'ils étaient dans la misère et soumis à toutes les brutalités de la part des réactionnaires chinois et des impérialistes japonais. Ils étaient convaincus qu'ils n'avaient pas d'autre solution que la révolution. Et c'est la révolution qui les a fait sortir de là. Ça m'a ouvert les yeux sur ce qu'est vraiment le système d'exploitation, jusqu'où le capitalisme peut jeter le peuple dans la misère. Ça m'a aussi ouvert les yeux sur la nécessité de la révolution. Dans notre pays, les conditions ne sont pas les mêmes, c'est vrai; les gens ne

meurent pas de faim et ils ont quelques droits. Mais cela permet à la bourgeoisie de jeter des illusions sur la possibilité de s'en tirer, d'améliorer son sort sans une lutte à mort contre le capitalisme. En Chine, la situation était terrible, mais il y avait alors d'autres illusions pour les éloigner de la révolution : "la misère a toujours existé, les exploités sont plus forts que nous, il n'y a rien à faire". Donc, le principe, c'est que de toutes façons, il faut convaincre le peuple et l'éduquer, l'organiser pour la révolution. Le film montre ça très bien : la théorie de Mao leur a donné un soutien formidable. Je me rappelle toujours le moment où le secrétaire du Parti sort le livre de Mao "De la guerre prolongée" d'un morceau de drap blanc et commence à le lire pour les membres de la cellule. Cette théorie les aide à résoudre toutes les difficultés de la pratique : il y en a qui voulaient aller à l'abordage, mais ils se seraient faits massacrer sans résultats, et en s'aidant du livre de Mao, les autres les critiquent et les font changer d'avis. Tous deviennent convaincus que seule la lutte réfléchie, bien organisée, est seule efficace. Et cela entraîne aussi ceux qui regardent le film !

Ils construisent leurs souterrains, mobilisent les masses pour la guerre. C'est formidable. Les Japonais arrivent au village et croient d'abord qu'il n'y a personne, puis ils trouvent sur le chemin des centaines de travailleurs armés, des fusils qui sortent de tous les côtés.

On voit un espoir que les hommes finiront par redresser la situation, même quand ça va mal, par exemple, quand des traîtres s'infiltrèrent dans leurs rangs. Ils finissent par les reconnaître à leur manière, ils remarquent qu'ils ont un autre objectif qu'eux et ils les attirent dans un piège.

Ce film m'a dégoûté encore plus de l'exploitation et m'a entraîné sur le chemin révolutionnaire. J'étais bien révolté avant, mais je n'avais pas le courage comme on voit dans le film. En 60-61, la classe ouvrière belge s'est aussi révoltée, mais on n'avait pas de bonne cible. Il n'y avait pas de Parti juste, pour ouvrir l'esprit.

Ce film-là, il faut le montrer aux ouvriers, aux types combattifs, mais aussi à des types moins combattifs, on réfléchit après ça."

La manifestation de solidarité avec la lutte du peuple chilien : une victoire sur les manoeuvres des révisionnistes et des directions syndicales.



Le 22 septembre, une manifestation nationale combattive de 3 à 4.000 révolutionnaires et anti-impérialistes a eu lieu contre les crimes de la junte fasciste du Chili et de son maître, l'impérialisme US. Quittant le parcours officiel, les manifestants se sont rendus jusque devant l'ambassade chilienne pour crier leur haine du fascisme et de l'impérialisme. Poings levés, ils ont chanté l'Internationale devant les centaines de policiers et de gendarmes et les autopompes que l'Etat belge avait dépêchés sur place pour protéger les fascistes.

Le fait que cette manifestation de masse ait eu lieu, est une victoire sur les manoeuvres des révisionnistes et des directions syndicales qui ont tout fait pour l'empêcher. Dans le cadre de la semaine Chili, un groupe d'initiative (CMC) s'était créé qui voulait impulser, au sein du Comité National Chili, une grande manifestation de masse, comme celle qui eut lieu l'an dernier contre Brasil Export. Une réunion se tint pour en décider. Jamais on n'avait vu venir révisionnistes et dirigeants syndicaux si nombreux ! Ils étaient peut-être une cinquantaine pour empêcher, si un vote avait lieu, qu'une manifestation nationale s'organise. Un meeting national était largement suffisant pour eux !

La raison de toute cette dépense d'énergie pour empêcher une mobilisation de masse dans la rue vient d'abord du "mauvais souvenir" pour ces défenseurs de la légalité bourgeoise, des 10.000 manifestants de Brasil Export, qui, l'an dernier, ont exprimé leur révolte en laissant les dirigeants syndicaux et révisionnistes sur le trottoir et en se dirigeant vers l'hôtel Sheraton, propriété de l'ITT. Mais c'est surtout la crainte que les masses comprennent la justesse du mot d'ordre de lutte armée pour renverser la junte chilienne (mot d'ordre de la manifestation), mot d'ordre qui avait été absent, grâce aux révisionnistes, de la plate-forme du Comité National Chili.

ABONNEMENTS :
10 NUMEROS : 100 FRANCS

CORRESPONDANCE :
BOITE POSTALE 23 - 1070 BRUXELLES
BOITE POSTALE 25 - 4100 SERAING
BOITE POSTALE 41 - 6000 CHARLEROI

UNITE ROUGE
Périodique paraissant toutes les 3 semaines

LA LUTTE DU PEUPLE ETHIOPIEN CONTRE L'IMPERIALISME ET LE FEODALISME



De février à septembre 1974, le pouvoir en Ethiopie a progressivement basculé de la cour de l'empereur Haïlé Sélassié aux mains de l'armée. Un conseil militaire provisoire a été désigné, au sein duquel sont représentés les différents courants politiques. Ce conseil a élaboré un programme qui comprend les principaux points suivants :

- 1) remplacement de la monarchie absolue par une monarchie constitutionnelle. La couronne d'Ethiopie est offerte au fils de l'empereur.
- 2) réforme agraire.
- 3) démocratisation de l'enseignement.

- 4) égalité des religions.
- 5) politique extérieure neutraliste et d'amitié avec tous les Etats voisins (Egypte, Soudan, Somalie, Kenya). Une aide est promise aux mouvements de libération d'Afrique australe et d'autres pays.

Ce programme contient certaines des aspirations anti-impérialistes et démocratiques des masses, reprises par de nombreux soldats et officiers progressistes. Mais le conseil militaire provisoire est une coalition hétéroclite de forces sincèrement anti-impérialistes et d'officiers liés à l'impérialisme américain, pour qui il ne faut changer que les for-

mes du régime. Pendant plusieurs semaines, un fossé s'est creusé entre l'opposition ouvrière et étudiante et la direction militaire. Sur chaque question soulevée, la droite de l'armée a montré qu'elle entend laisser son programme au stade de déclarations d'intentions vagues et imprécises pour couvrir une politique pro-impérialiste. Ces derniers jours, de durs affrontements ont eu lieu au sein des forces armées, et la droite a marqué un coup en éliminant les éléments anti-impérialistes du conseil militaire.

FLE-FPL, son objectif principal est l'indépendance totale de l'Erythrée. A travers notre juste lutte de libération nationale, nous contribuons efficacement à la chute du régime esclavagiste de Haïlé Sélassié. De cette façon, nous donnons aux larges masses éthiopiennes opprimées la meilleure preuve de notre solidarité fraternelle inébranlable. Même après l'avènement d'un régime progressiste en Ethiopie, les seuls rapports concevables avec l'Ethiopie seront ceux de deux Etats nationaux indépendants : l'Erythrée et l'Ethiopie. (2)

Pour la révolution nationale et démocratique

L'impérialisme opprime le peuple éthiopien. Il y a établi des bases militaires stratégiques, il vole les richesses naturelles du pays, il garde sa mainmise par l'intermédiaire de son "aide militaire". Les Etats-Unis se sont assurés le monopole du pétrole et du phosphate. Les Japonais se sont emparés du cuivre découvert en Erythrée. Les Etats-Unis contrôlent 80 % de la production et presque tout le commerce du café qui représente 60 % des exportations éthiopiennes. La revue "US News and World Report" donne des précisions sur l'aide militaire : "L'importance de la base de Kagnev explique en partie l'important engagement des Etats-Unis de maintenir le pouvoir militaire d'Ethiopie. ... L'Ethiopie reçoit

plus de la moitié de toute l'aide militaire nord-américaine aux nations du continent africain. Le prix de ce programme s'élève actuellement à plus de cent millions de dollars. ... En outre, l'Ethiopie a reçu 150 millions de dollars d'aide économique. Les Etats-Unis considèrent évidemment l'Ethiopie comme une force pour leur stabilité non seulement dans cette pointe Est de l'Afrique, mais dans tous les pays d'Afrique noire. Outre leurs intérêts dans la base de Kagnev, les Etats-Unis investissent nettement de l'argent dans l'Ethiopie d'Haïlé Sélassié ou de n'importe lequel de ses éventuels successeurs pour en faire une base d'où maintenir leur influence dans le bassin de la Mer Rouge." (1)

L'impérialisme américain a installé un réseau de bases militaires en Erythrée. L'Erythrée est d'une grande importance stratégique : elle borde la Mer Rouge sur plus de 1000 km. L'occupation éthiopienne de l'Erythrée s'est faite en 1962, sous la tutelle de l'ONU dont la décision a été déterminée par les Etats-Unis.

L'impérialisme s'appuie sur la bourgeoisie bureaucratique et comprador et sur les féodaux pour dominer l'Ethiopie.

La récente famine a révélé les conséquences catastrophiques du régime foncier réactionnaire : des fermages écrasants (ils peuvent atteindre les 9/10e de la récolte) frappent les paysans qui représentent 90 % de la population. Rien n'a pu être entrepris pour garantir la production agricole : pas de grands travaux d'irrigation, aucune mécanisation, etc. L'Eglise est le principal propriétaire foncier du pays et elle a jusqu'ici concentré un triple pouvoir : économique, politique et idéologique. Or, le 10 septembre, le patriarche de l'Eglise éthiopienne a soutenu la destitution de l'empereur. Il est évident que l'Eglise fera tout pour conserver ses privilèges dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle.

Quelle est l'attitude du régime du général Aman face aux problèmes de la révolution nationale et démocratique ?

L'aile droite des forces armées qui dirige le conseil ne veut ni la fin de la guerre et l'indépendance de l'Erythrée, ni l'instauration d'un régime démocratique, ni la réalisation d'une profonde réforme agraire. Elle reste liée à l'impérialisme.

1. Mettre fin à l'agression contre l'Erythrée.

Depuis 12 ans, les masses populaires érythréennes, sous la direction de leur front de libération (le FLE), mènent la lutte armée contre l'occupation éthiopienne. Malgré les massacres et la répression (50.000 morts, des centaines de milliers de réfugiés et 500.000 personnes enfermées dans des camps de concentration), "les 2/3 de notre pays, essentiellement des zones rurales, sont libérées et le peuple s'y gouverne par lui-même. Des centres d'alphabétisation, une école de cadres, des dispensaires ambulants et des coopératives agricoles y sont instaurés. Les responsables politiques et militaires des Forces de Libération Populaires expliquent systématiquement aux forces motrices de notre révolution, à savoir les ouvriers, paysans et semi-prolétaires, les causes et les buts de notre guerre de libération. Je peux vous affirmer qu'un nouvel homme est en train de naître sur notre sol déjà libéré, avec une conscience politique et révolutionnaire, et à travers notre lutte armée de libération nationale, se cimente et se développe une conscience nationale et patriotique. ... Les coups sévères portés par les Forces de Libération Populaires aux forces d'occupation en décembre 1973 et au début de cette année ont certainement été les détonateurs des événements irréversibles qui secouent encore l'empire féodal éthiopien. ... Ce n'est donc pas un hasard si le soulèvement de l'armée éthiopienne a pris naissance dans notre pays occupé. ... L'évolution du régime féodal et théocratique vers une 'monarchie constitutionnelle' ne pourra pas dénouer la grave crise économique, culturelle, sociale et politique qui ébranle l'Ethiopie. En ce qui concerne la lutte armée de notre peuple sous la direction du

2. Assurer l'indépendance nationale du pays.

L'aide militaire américaine implique un contrôle étroit de la vie politique éthiopienne par l'impérialisme US. Il est donc impossible de la maintenir sans garder du même coup des liens de dépendance vis-à-vis des USA. Or, le 26 août, à l'issue du voyage du général Aman aux Etats-Unis, le gouvernement américain annonçait que son aide militaire à l'Ethiopie allait augmenter. De plus, afin de tranquilliser les impérialistes, le général Aman a déclaré, après le renversement de Haïlé Sélassié, que le nouveau régime "ne nationalisera jamais les biens et les investissements étrangers en Ethiopie".

(suite page 5)

- (1) Cité dans "Tricontinental" n° 15, 1969.
- (2) Déclaration d'un camarade du FLE, "Palestine en lutte", n° 20.



Combattants des Forces de Libération Populaires de l'Erythrée.

Le New York Times cite aussi les déclarations du chef du gouvernement israélien Rabin, qui vont dans le même sens. "Selon Rabin, des Américains de plus en plus nombreux considéreraient que la hausse du pétrole est la cause d'un "effondrement possible" des régimes européens démocratiques et les rendraient "mûrs pour la domination communiste". "Des personnalités américaines

ont souligné devant moi, dans de nombreuses conversations, le danger sérieux d'une domination communiste en Italie, et peut-être dans d'autres pays européens". Selon le New York Times, Kissinger a des craintes identiques pour l'Inde, et aurait l'intention de formuler des mises en garde à la Conférence de camp David. (Le Monde, 29-30/9/74)

Les capitalistes essayent de faire croire que l'augmentation du prix du pétrole est responsable de la crise

La bourgeoisie essaie d'obtenir la solidarité des travailleurs avec elle, pour surmonter la crise menaçante. Dans tous les pays capitalistes, les gouvernements lancent des "campagnes de restriction" et des "mesures de rationnement", font appel à "cesser les gaspillages" et à "consentir aux sacrifices nécessaires". Tout ce bruit n'a qu'un seul but : créer un climat d'insécurité pour essayer d'empêcher que la lutte contre l'aggravation des conditions de vie ne se développe, empêcher que la lutte pour les salaires, contre le chômage, contre la hausse des loyers et des services, ne s'engage avec force.

Pour mieux induire les travailleurs en erreur, pour empêcher qu'ils ne s'interrogent sur la vraie cause de la crise, les capitalistes présentent les justes exigences des pays producteurs de pétrole comme la cause de la crise.

Le responsable unique, dans la crise, est le système capitaliste, et la recherche du profit maximum.

Les hausses arrachées par l'OPEP aux impérialistes ne sont qu'une goutte dans la mer des augmentations décidées par les compagnies pétrolières. La situation actuelle amène ceux-ci à exploiter de la façon la plus cynique la menace de pénurie pour faire des surprofits fabuleux. En 1973, les bénéfices de la Shell augmentaient de 160 % par rapport à ceux de 1972.

Après les compagnies pétrolières et leurs prix fixés par la force, il

y a les Etats capitalistes qui prélèvent leurs parts sur l'utilisation du pétrole. L'Etat belge encaisse 60 F sur chaque 100 F d'essence vendus dans le pays.

Dans un message à Waldheim, secrétaire général de l'ONU, le président algérien Boumédiène a rejeté les menaces impérialistes envers l'OPEP et les raisons mensongères données à l'aggravation de la crise. Il s'est insurgé contre le fait que "pour la première fois de l'histoire, on verrait un acheteur dicter au vendeur le prix auquel celui-ci doit lui céder ses produits". (Le Monde, 4 octobre 74)

Boumédiène conseille aux pays industrialisés de ne pas prétendre imposer unilatéralement une baisse des prix du pétrole mais de s'attaquer plutôt aux véritables causes du mal. Il cite à ce propos "les bénéfices excessifs des entreprises" des pays industrialisés. (Le Monde, 4 octobre 74)

La démagogie qu'emploient les capitalistes pour expliquer à leur manière les difficultés économiques, on la retrouve à l'intérieur de chaque pays : le chômage est attribué à l'immigration, la hausse des prix est attribuée à la hausse des salaires.

Mais la classe ouvrière, guidée par la ligne politique communiste, apprend progressivement à démasquer ces mensonges et à renforcer ses liens internationalistes, avec l'immense armée de ses frères de classe que sont les peuples opprimés.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique luttent pour l'hégémonie dans le monde arabe

Les menaces ouvertes du président Ford ont attiré l'attention sur les visées impérialistes agressives des Etats-Unis. Mais les pays arabes sont l'enjeu de la rivalité et de la collusion des deux superpuissances. Toutes deux convoitent les immenses richesses pétrolières, toutes deux veulent empêcher à tout prix

le développement de la lutte de libération pour l'indépendance nationale des peuples arabes.

L'Union soviétique vient en tête pour la production de pétrole, mais elle connaît les mêmes problèmes que les économies capitalistes. L'agence soviétique Novosti estime qu'en 1980, l'URSS devra importer 160 mil-

lions de tonnes de pétrole, notamment du Moyen-Orient. L'URSS va donc lutter pour sa part du gâteau. Elle s'est infiltrée au Moyen-Orient sous le couvert de l'"aide" que soi-disant elle apporterait aux pays de cette région.

La politique que l'URSS suit au Moyen-Orient a été clairement vue lors de la guerre d'octobre. Elle a imposé, par tous les moyens, aux gouvernements d'Egypte et de Syrie ses vues sur le cessez-le-feu, pour que continue la situation de "ni guerre ni paix" qui lui est favorable.

Le journal albanais "Zeri I Popullit" écrivait le 26 octobre 73 (cité dans ATA) : "Les sociaux-impérialistes soviétiques ont les mêmes visées envers le Moyen-Orient. Tirant profit de la situation créée à la suite des agressions successives israéliennes et de l'hostilité et des pressions incessantes américaines, ils s'emploient à enfoncer de plus en plus profondément leurs griffes rapaces au Moyen-Orient, à accroître leur influence et à étendre le plus possible leur expansion dans cette zone. Les révisionnistes soviétiques ne veulent point une victoire arabe. Au cas où les territoires arabes occupés par Israël seraient libérés, où les peuples arabes réaliseraient leurs droits souverains et leurs aspirations nationales foulées aux pieds, la présence soviétique dans cette zone ne serait plus justifiée. Leur expansion et leur hégémonie au Moyen-Orient ne peuvent se fonder que sur l'agression israélo-impérialiste, sur l'occupation des terres arabes, les intrigues et les complots anti-arabes. La situation 'ni guerre ni paix' convient très bien aux visées soviétiques au Moyen-Orient, car elle crée une instabilité continue sur laquelle peut se fonder pour progresser l'hégémonie soviétique. Loin d'aider les Arabes à réaliser leurs aspirations nationales, à renforcer leur liberté et indépendance, à développer l'économie et à renforcer leur capacité de défense, la dite aide soviétique ne représente qu'une dépense bien calculée pour s'assurer une influence continue de l'Union soviétique dans cette zone. La préoccupation principale de la direction soviétique dans le conflit actuel arabo-israélien, n'est pas le soutien à la lutte de libération des Arabes, mais comment faire pour que ce conflit ne dépasse pas certaines limites fixées et admises par Moscou et Washington et pour qu'il ne porte pas atteinte aux relations très étroites soviéto-américaines. Cette inquiétude des dirigeants du Kremlin a été exprimé ouvertement par le journal moscovite "Literaturnaya Gazeta", lorsqu'il écrivait il y a quelques jours que 'La question principale politique de la guerre, c'est le fait de savoir si le conflit actuel touchera ou non la détente et en particulier les relations soviéto-américaines'." Ceci montre la collusion des deux superpuissances. Mais également,

leur rivalité existe, et elle pourra prendre l'aspect d'une confrontation armée.

Mao Tsé-toung déclarait le 20 mai 1970 : "Le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeure et les peuples du monde doivent y être préparés. Mais aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution."

La lutte révolutionnaire des peuples du monde peut conjurer ce danger. La détermination des peuples arabes pour progresser dans la voie de l'indépendance nationale, leur vigilance envers toute menace d'intervention, la solidarité de tous les peuples du monde avec cette juste lutte sont des armes puissantes qui pourront arrêter les plans criminels des impérialistes.

La détermination des masses laborieuses des pays impérialistes à mener la lutte révolutionnaire contre leurs exploités et contre l'impérialisme renforcera puissamment cette lutte, en concentrant les coups sur le même ennemi.

Devant les menaces des impérialistes, proférées par le Président Ford, la classe ouvrière a comme mots d'ordre centraux :

- Solidarité internationaliste avec les peuples arabes en lutte contre l'impérialisme et le sionisme.
- Lutte résolue contre l'exploitation capitaliste, contre le danger de guerre mondiale, et pour le pouvoir prolétarien.

UNITE ROUGE, les publications de l'UC(ML)B et GARDE ROUGE, organe de l'UJC(ML)B sont en vente dans les librairies suivantes :

à BRUXELLES :

- Cercle d'Education prolétarienne 41, avenue Jean Volders 1060 Bruxelles (près du Parvis de Saint-Gilles)
- Librairie "Joli Mai" 331, chaussée d'Ixelles 1050 Bruxelles (près de la place Flagey)

à LOUVAIN :

- Librairie "Het Rode Boek" Tiense straat 43 3000 Leuven
- Librairie populaire Naamse straat 30 3000 Leuven

à LIEGE :

- Cercle d'Education prolétarienne 29, rue F. Nicolay 4200 Ougrée

PUBLICATIONS RECENTES DE L'UC(ML)B :

AMADA a inventé un "complot" de l'UC(ML)B afin d'empêcher l'unité des marxistes-léninistes et de retarder l'édification du Parti unique de la classe ouvrière.

AMADA et la question du Chili.

Critique du programme électoral d'AMADA.

AMADA et l'unité des marxistes-léninistes. (bilan de janvier 1971 à août 1974)

La position communiste dans la lutte contre le chômage et les licenciements.

La grève de Brassico et du Borinage en août 1973.

La classe ouvrière défend victorieusement le droit d'avoir des délégués combattifs.

La lutte à Cockerill de septembre 73 à février 74.

Les chefs réformistes frappent les délégués combattifs et désorganisent la riposte ouvrière.

La grève spontanée de Volkswagen de novembre 1973. La répression policière, syndicale et patronale montre la panique de la bourgeoisie devant la révolte des ouvriers et l'influence des marxistes-léninistes.

Dans la collection "Les lois de la construction du Parti communiste" :

La ligne léniniste d'unification de la social-démocratie russe, de 1898 à 1912.

Les tâches de la première étape.

menaces impérialistes contre les peuples arabes

Le 23 septembre 74, à Détroit, le président Ford parle devant la 9e Conférence internationale de l'Énergie, qui réunit 66 pays. Son ton est menaçant : il exige des pays producteurs de pétrole qu'ils cessent toute augmentation de leurs prix.

"Nous reconnaissons le désir des producteurs d'obtenir un bon prix de leur pétrole comme moyen d'aider au développement de leur propre économie. Mais des prix exorbitants ne peuvent que fausser l'économie internationale, faire courir le risque d'une dépression mondiale et menacer la sécurité et l'ordre dans le monde. Chacun peut voir en ce moment l'effet catastrophique de la montée des prix de l'énergie sur chaque volet de l'économie mondiale." (Le Monde, 24 septembre)

L'augmentation des prix menacerait la "sécurité et l'ordre dans le monde" ? Afin d'être compris de tous, le président Ford précise :

"Au cours de l'histoire, les nations sont parties en guerre pour obtenir des avantages naturels tels que l'eau, la nourriture ou le droit de passer sur terre ou sur mer". (Le Monde, 25 septembre)

Voilà qui est clair. Les impérialistes américains se disent donc prêts à faire des interventions armées afin de garder le contrôle sur le pétrole à prix réduit dans les pays arabes.

Rappelons-nous que pendant la crise du pétrole, des personnalités politiques américaines haut-placées appelaient à une intervention armée "s'il le fallait" et que des troupes américaines étaient entraînées dans le désert de Californie à des combats dans des conditions similaires. Walter Levy, expert américain en matière de pétrole, déclarait alors : *"C'est donc aux gouvernements des pays de mettre sur pied une politique commune et concertée et de ne pas craindre le cas échéant de recourir aux mesures de rétorsion, y compris l'emploi de la force"*. (Le Soir, 27/11/73)

En attendant de se livrer à des actes militaires, les États-Unis recourent au chantage aux livraisons alimentaires. Le président Ford a déclaré devant l'ONU :

"Un monde de confrontation économique ne peut pas être un monde de coopération politique. ... Sans coopération sur le pétrole, la nourriture et l'inflation, chaque nation risquerait d'aller au désastre. ... De nombreux pays en voie de développement ont besoin des surplus alimentaires d'un petit nombre de pays développés, et de nombreux pays industrialisés ont besoin de la production pétrolière d'un petit nombre de pays en voie de développement." (Le Monde, 20 septembre 74)

Les États-Unis et tous les autres pays impérialistes, sentant leur situation économique s'aggraver et craignant que cette crise ne marque la fin de leur domination et la conquête du pouvoir par les peuples et pays opprimés, vont tenter par tous les moyens de faire pression sur les pays producteurs afin de continuer à les exploiter sans entraves. En même temps, ils lancent une campagne démagogique qui tend à rendre responsables les pays producteurs de pétrole de l'accélération rapide de la crise actuelle.



Dans tous les pays arabes, les masses crient leur haine du sionisme et de l'impérialisme.

La juste lutte des pays producteurs de pétrole pour le contrôle de leurs richesses est un soutien à notre propre lutte

Le 14 septembre dernier, l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) décidait l'adaptation des prix du pétrole à la hausse des prix des pays industrialisés. Ils mettaient au point l'indexation des prix du pétrole, afin de freiner la détérioration des termes de l'échange.

Les prix des produits que ces pays importent des grands pays capitalistes (machines, nourriture) ne font qu'augmenter. Il faut donc qu'ils disposent, de façon continue, de plus de devises pour pouvoir poursuivre le développement de leur pays. La conséquence juste et normale est l'augmentation des prix du pétrole qu'ils vendent à ces mêmes pays capitalistes.

La décision de l'OPEP entraîne une hausse immédiate d'environ 3,5 % sur le pétrole brut pour le dernier trimestre de 1974.

Cette augmentation est égale au quart de la hausse annuelle des prix dans les pays industrialisés, évaluée à 14 %.

Pendant des dizaines d'années, les impérialistes ont pu faire marcher leur économie avec du pétrole payé à un prix dérisoire. Ils entravaient ainsi toute possibilité de développement des pays du tiers-monde. L'ensemble des hausses de la dernière année n'ont fait que ramener le pouvoir d'achat de ces pays à ce qu'il était vers le début des années 60 !

La lutte des pays producteurs de pétrole contre l'impérialisme est une aide directe à notre propre lutte, car elle s'attaque au même ennemi. L'agence de presse albanaise ATA écrivait le 26 novembre 73 : *"Le pétrole utilisé par les peuples arabes en tant que moyen dans leur juste lutte, a aggravé beaucoup la crise énergétique dans le monde capitaliste. Il a créé dès maintenant de grandes et sérieuses difficultés. ... L'aggravation de la crise énergétique, en tant que partie intégrante de la crise générale du capitalisme, aura de grandes conséquences socia-*

les, aggravera encore plus les contradictions intérieures dans les pays capitalistes et la lutte de classe des travailleurs contre les milieux dirigeants, qui cherchent à garder les profits en faisant peser le poids de la crise sur le dos des masses travailleuses."

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui. Le chômage croissant et la perte rapide du pouvoir d'achat chez la classe ouvrière aiguisent sa haine contre ses exploiters. La mobilisation grandissante du peuple en Italie en est un exemple éclatant. Les impérialistes ont senti le danger. Ecoutez ces cris d'alarme du secrétaire d'Etat Kissinger : selon le New York Times, Kissinger a récemment déclaré à plusieurs visiteurs ses craintes que *"l'impossibilité de résoudre les problèmes économiques mondiaux ne conduise à un effondrement politique de l'Occident et à la prise du pouvoir par les communistes dans certains pays"*.

(suite page 11)